

# Rapport financier 2017 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Constant

Code géographique : 67035

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

## **Section I - États financiers consolidés**

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements financiers consolidés non audités	S26 - S28

## **Section II - Autres renseignements financiers**

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

## **Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018**

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

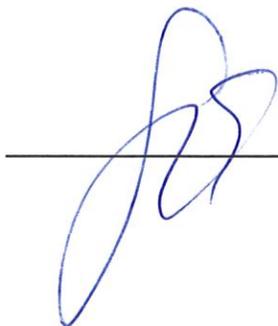
**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER  
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

---

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Stéphane Brochu, MBA, CPA, CMA, atteste la véracité du rapport financier consolidé de Saint-Constant pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017  
(Nom de l'organisme)  
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes au budget de Saint-Constant pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,  
(Nom de l'organisme)  
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2018-01-16.  
(Date)

Signature



Date

2018-05-08

## **Section I - États financiers consolidés**

## TABLE DES MATIÈRES

	<b>PAGE</b>
<b>Section I</b>	
<b>États financiers consolidés audités</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État consolidé des résultats	7
État consolidé de la situation financière	8
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	9
État consolidé des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	11
<b>Renseignements complémentaires consolidés</b>	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	14
Situation financière par organismes	15
Charges par objets	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Endettement total net à long terme	19
<b>Renseignements financiers consolidés non audités</b>	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

Aux membres du conseil municipal  
de la Ville de Saint-Constant

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Saint-Constant et des partenariats auxquels elle participe, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017 et l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

**Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

**Fondement de l'opinion avec réserve**

Comme il est mentionné à la note 2, les états financiers consolidés incluent la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges du partenariat auquel elle participe pour les services de transport en commun du Conseil intermunicipal de transport Roussillon dans une proportion de 28,53 %. La quote-part dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges s'élève à 0 \$, 0 \$, 152 722 \$ et 1 285 246 \$ respectivement. Cette quote-part est établie à partir d'informations internes qui n'ont pas fait l'objet d'un audit. Par conséquent, nous n'avons pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés aux revenus de services rendus, aux charges de transport, à l'excédent et aux flux de trésorerie liés aux activités de fonctionnement pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, aux actifs financiers, aux actifs non financiers, aux passifs et à l'excédent accumulé au 31 décembre 2017.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

---

**Opinion avec réserve**

À notre avis, à l'exception des incidences possibles du problème décrit dans le paragraphe de fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saint-Constant, de l'organisme qui est sous son contrôle et des partenariats auxquels elle participe au 31 décembre 2017 ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

**Observation**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Saint-Constant inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 13, 14, 17 et 19 portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme. Pour ce qui est de la page 19 portant sur l'endettement total net à long terme, nous attirons l'attention sur le fait que le calcul inclut les données de l'Autorité régionale de transport métropolitain et du Réseau de transport métropolitain qui ne sont pas auditées en date de notre rapport.

**Autre point**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que les données prévisionnelles de l'exercice subséquent, présentées à la section III du rapport financier, ne sont pas auditées.

1

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C. R. L.*

---

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850

Granby

DATE 2018-05-08

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2017	2017	2016
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	32 223 577	32 365 710	31 250 559
Compensations tenant lieu de taxes	2	343 337	372 653	334 126
Quotes-parts	3		290 349	250 634
Transferts	4	697 666	4 789 989	4 652 491
Services rendus	5	2 323 113	1 827 449	2 339 834
Imposition de droits	6	1 580 859	2 008 453	1 925 465
Amendes et pénalités	7	1 528 862	1 596 332	1 619 660
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	201 946	305 317	260 519
Autres revenus	10	338 862	340 393	7 833 653
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	39 238 222	43 896 645	50 466 941
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	6 871 949	7 062 021	7 153 806
Sécurité publique	15	8 858 352	9 180 882	9 317 029
Transport	16	8 148 105	10 440 640	10 277 755
Hygiène du milieu	17	5 724 850	7 551 170	7 195 631
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 282 265	1 205 356	1 013 092
Loisirs et culture	20	5 411 289	6 249 738	6 398 285
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 208 143	981 587	879 761
Effet net des opérations de restructuration	23		421 473	
	24	37 504 953	43 092 867	42 235 359
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	1 733 269	803 778	8 231 582
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		106 291 854	98 060 537
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		228	(265)
Solde redressé	28		106 292 082	98 060 272
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		107 095 860	106 291 854

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.**

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE  
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 632 131	2 593 175
Débiteurs (note 5)	2	15 176 604	14 842 739
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	382 616	337 488
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	42 000	4 500
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	17 233 351	17 777 902
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	846 896	
Emprunts temporaires (note 10)	10	4 989 365	1 556 666
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	9 829 044	10 003 652
Revenus reportés (note 12)	12	1 584 336	1 592 487
Dettes à long terme (note 13)	13	38 649 706	33 322 703
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 101 472	869 381
	15	57 000 819	47 344 889
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>	16	(39 767 468)	(29 566 987)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 15)	17	146 117 739	134 948 382
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		2
Stocks de fournitures	19	249 495	280 561
Autres actifs non financiers (note 17)	20	496 094	629 896
	21	146 863 328	135 858 841
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	22	107 095 860	106 291 854

Obligations contractuelles (note 20)

Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2017	2017	2016
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	1 733 269	803 778	8 231 582
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	1 041 622 ) (	17 289 050 ) (	20 122 680 )
Produit de cession	3		10 405	1 014 622
Amortissement	4	455 792	5 696 782	5 462 866
(Gain) perte sur cession	5		(8 967)	(300 724)
Réduction de valeur / Reclassement	6		421 473	
	7	(585 830)	(11 169 357)	(13 945 916)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		1	(2)
Variation des stocks de fournitures	9		31 066	(76 475)
Variation des autres actifs non financiers	10		134 031	(413 480)
	11		165 098	(489 957)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
<b>Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette</b>	14	1 147 439	(10 200 481)	(6 204 291)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(29 566 987)	(23 362 696)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(29 566 987)	(23 362 696)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	19		(39 767 468)	(29 566 987)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017		2016
<b>Activités de fonctionnement</b>				
Excédent (déficit) de l'exercice	1	803 778		8 231 582
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	2	5 696 782		5 462 866
Autres				
- Opé. restructuration (note 26)	3	421 473		
- Gain cession et réd. valeur	4	18 865		(232 370)
	5	6 940 898		13 462 078
Variation nette des éléments hors caisse				
Débiteurs	6	(629 474)		(3 483 291)
Autres actifs financiers	7			
Créditeurs et charges à payer	8	(174 608)		3 430 619
Revenus reportés	9	(8 151)		(922 470)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	194 591		966 031
Propriétés destinées à la revente	11	2		(2)
Stocks de fournitures	12	31 066		(76 475)
Autres actifs non financiers	13	133 802		(413 480)
	14	6 488 126		12 963 010
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>				
Acquisition	15	( 17 289 050 )	(	20 122 680 )
Produit de cession	16	10 405		1 014 622
	17	(17 278 645)		(19 108 058)
<b>Activités de placement</b>				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	18	( 72 960 )	(	72 960 )
Remboursement ou cession	19			
Autres placements de portefeuille				
Acquisition	20	( )	(	)
Cession	21			
	22	(72 960)		(72 960)
<b>Activités de financement (note 4)</b>				
Émission de dettes à long terme	23	12 592 635		5 088 644
Remboursement de la dette à long terme	24	( 7 197 393 )	(	2 514 853 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	3 432 699		926 005
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(68 455)		(1 385)
Autres				
- Autres	27	444		
- Découvert transf. RTM (note 26)	28	295 609		
	29	9 055 539		3 498 411
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>				
	30	(1 807 940)		(2 719 597)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	31	2 593 175		5 312 772
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32			
Solde redressé	33	2 593 175		5 312 772
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>				
	34	785 235		2 593 175

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**1. Statut de l'organisme municipal**

La Ville de Saint-Constant (ci-après la « Ville ») est constituée et régie en vertu de la *Loi sur les cités et villes*.

**2. Principales méthodes comptables**

**Base de présentation**

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publiée par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 13 et 14, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 17 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 19.

**A) Périmètre comptable et partenariat**

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe. Le périmètre comptable de la Ville les partenariats suivants dans les proportions indiquées :

- Régie d'Assainissement des Eaux du Bassin de La Prairie	22,04 %
- Régie Intermunicipale de Police Roussillon	23,83 %
- Conseil Intermunicipal de Transport Roussillon	28,53 %
- TARSO Inc. (Transport Adapté Rive-Sud Ouest)	25,19 %
- Régie intermunicipale d'incendie de Saint-Constant et Sainte-Catherine	67,50 %

**B) Comptabilité d'exercice**

*Estimations comptables*

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

**C) Actifs financiers**

*Trésorerie et équivalents de trésorerie*

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

*Placements de portefeuille*

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**D) Passifs***Frais reportés liés à la dette à long terme*

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

**E) Actifs non financiers**

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

**Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.**

*Immobilisations*Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire et les périodes suivantes :

Infrastructures:	20 à 40 ans
Bâtiments:	40 ans
Véhicules:	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau:	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers:	10 ans
Améliorations locatives:	Durée du bail

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

*Stocks*

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

**F) Revenus***Constatation des revenus*

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**G) Avantages sociaux futurs****Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Les REER collectifs offerts par la Ville et les partenariats aux employés et les régimes de retraite des élus municipaux auxquels participent la Ville et la Régie intermunicipale de police Roussillon sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

**Avantages sociaux futurs à prestations déterminées**

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c.15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (ici-après la « Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville et de la Régie de Police en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers à la page S24-1.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif sur une période de cinq années. Malgré ce qui précède, les rentes assurées sont évaluées selon la valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

- Mesures d'allégement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables :
- Avantages sociaux futurs :
  - \* Déficit initial au 1er janvier 2007 :
    - Régimes capitalisés et non capitalisés: sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
    - \* Coûts liés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
    - \* Perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : aucune méthode d'amortissement définie n'a présentement été déterminée. Le tout doit être totalement amorti sur une période maximale correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants, soit avant le 31 décembre 2026;
- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

Dans le cadre de l'application de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal, des DCTP peuvent avoir été renversés par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales en contrepartie d'un coût des services passés négatif, en cas de solde de pertes actuarielles nettes non amorties pouvant être constatées insuffisant, comme expliqué dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs à la page S24-1 des états financiers.

**I) Instruments financiers**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**J) Autres éléments**

s/o

**3. Modification de méthodes comptables**

s/o

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>4. Trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 280 654	2 266 090
Découvert bancaire	( 846 896 )	( 21 205 )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	351 477	348 290
Autres éléments		
-		
-		
-		
-		
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>785 235</b>	<b>2 593 175</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1 632 131	2 614 380
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	3 766 011	3 547 196
<b>Note</b>		
	2017	2016
	\$	\$
Intérêts payés au cours de l'exercice	801 479	720 833
Intérêts reçus au cours de l'exercice	305 317	260 519
<b>5. Débiteurs</b>		
Taxes municipales	1 864 793	1 949 352
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6 433 970	5 574 429
Gouvernement du Canada et ses entreprises	3 743 005	3 741 808
Organismes municipaux	65 252	1 067 840
Autres		
- Autres	2 216 306	1 664 967
- Droits de mutation	853 278	844 343
	15 176 604	14 842 739
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3 513 537	2 720 384
Organismes municipaux		
Autres tiers		
	3 513 537	2 720 384
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	645 295	640 339
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**6. Prêts**

Prêts à un office d'habitation	24
Prêts à un fonds d'investissement	25
Autres	
-	26
-	27
	28
<hr/>	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29

**Note**

---

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
<b>7. Placements de portefeuille</b>			
Placements à titre d'investissement	30	382 616	337 488
Autres placements	31		
	32	382 616	337 488
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		
<b>Note</b>			
Le placement à titre d'investissement est constitué de la participation de la Ville dans le fonds de garantie de la franchise collective en responsabilité civile et en biens de l'Union des municipalités du Québec.			

**8. Avantages sociaux futurs**

**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(421 038)	797 574
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(638 434)	(1 662 455)
	37	<u>(1 059 472)</u>	<u>(864 881)</u>

**Charge de l'exercice**

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 236 971	1 119 879
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	66 489	458 986
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	120 469	27 365
Régimes de retraite des élus municipaux	42	48 495	53 546
	43	<u>1 472 424</u>	<u>1 659 776</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note**

**La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal**

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ici-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ici-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ici-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La Loi prévoit un processus avec période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements à être apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus, avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ici-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 était requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2017.

**Application de la Loi aux régimes de la Ville et ses entités consolidées**

De nouveaux effets de l'application de la Loi doivent être constatés en 2017 à la suite de faits nouveaux décrits dans les paragraphes suivants. Ces effets sont comptabilisés de façon prospective par imputation dans la charge de l'exercice courant, puisqu'ils ont donné lieu à des changements d'estimations comptables. Lorsque ces effets ont trait aux services rendus au cours des exercices antérieurs, ils sont imputés à titre de coût des services passés dans la charge de l'exercice.

La Ville et ses entités consolidées participent à des régimes de retraite qui sont visés par la Loi et qui font l'objet du processus de négociations depuis janvier 2016. À moins d'une entente différente à cet effet, la Loi prévoit que les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation s'appliquent à compter de l'entente entre les parties ou de la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report (sauf si les parties avaient déjà convenu de créer un fonds de stabilisation et que celui-ci est déjà en vigueur). À la date de la mise au point définitive du rapport financier, aucune entente n'a été conclue.

La Régie intermunicipale de police Roussillon a finalisé des ententes en 2016 pour le régime de retraite. L'effet sur les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation a été appliqué conformément avec les dispositions de la Loi et des dispositions de l'entente conclue. Cette entente a eu une incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 étant donné qu'elle modifiait les dispositions du régime pour le service crédité à compter du 2 janvier 2014.

**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44
Autres	45
	46

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

**10. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie de marges de crédit pour un montant total autorisé de 6 000 000 \$ pour les activités de fonctionnement et de 7 314 923 \$ pour les activités d'investissement, portant intérêt au taux préférentiel moins 0,3 % (2,9 %) et renouvelable annuellement.

La Régie intermunicipale de police Roussillon bénéficie d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 1 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel moins 0,15 % (3,35 %). Cette marge de crédit est utilisée pour les opérations courantes.

La Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie bénéficie d'emprunts temporaires autorisés, d'un montant total de 38 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel (3,2 %; 2,7 % au 31 décembre 2016).

L'organisme public de transport adapté (TARSD) bénéficie d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 200 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel plus 1 % (4,2 %, 3,7 % au 31 décembre 2016) et renégociable en septembre 2018.

La Régie intermunicipale d'incendie de Saint-Constant et Sainte-Catherine bénéficie de marges de crédit d'un montant autorisé de 500 000 \$ pour les activités de fonctionnement, et des montants de 2 093 000 \$ et 1 575 000 \$ pour les activités d'investissement, portant intérêt au taux préférentiel (3,2 %) et renouvelables annuellement.

**11. Crédoiteurs et charges à payer**

Fournisseurs	47	4 673 179	4 938 010
Salaires et avantages sociaux	48	1 500 089	1 610 835
Dépôts et retenues de garantie	49	2 515 775	1 794 367
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52		
<b>Autres</b>			
- Gouvernement du Canada	53	14 734	7 691
- Gouvernement du Québec	54	141 135	110 718
- Organismes municipaux	55	436 138	629 115
- Intérêts courus	56	295 032	257 474
- Autres courus	57	252 962	655 442
	58	9 829 044	10 003 652

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	45 697	18 454
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	466 741	614 603
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	31 131	31 468
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- Tour communications	66	84 621	12 168
- Organismes consolidés	67	956 146	915 794
-	68		
-	69		
	70	1 584 336	1 592 487

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

					2017	2016
<b>13. Dette à long terme</b>						
	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,20	2,96	2018	2036	71	38 934 865
Obligations et billets en monnaies étrangères					72	
Gains (pertes) de change reportés					73	
					74	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					75	
Organismes municipaux					76	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					77	
Autres					78	
					79	38 934 865
Frais reportés liés à la dette à long terme					80	( 285 159 )
					81	38 649 706
						33 539 624

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2017</u>		
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>			
2018	82	90	8 997 786	98	107	115	8 997 786
2019	83	91	9 831 454	99	108	116	9 831 454
2020	84	92	3 216 191	100	109	117	3 216 191
2021	85	93	6 044 068	101	110	118	6 044 068
2022	86	94	9 924 700	102	111	119	9 924 700
2023 et +	87	95	920 666	103	112	120	920 666
	88	96	38 934 865	104	113	121	38 934 865
Intérêts et frais accessoires				105	( )	122	( )
	89	97	38 934 865	106	114	123	38 934 865

Note

		2017	2016
<b>14. Actifs financiers nets (dette nette)</b>			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	124	(39 767 468)	(29 566 987)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	( )	( )
Autres	126	( )	( )
	127	(39 767 468)	(29 566 987)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<b>15. Immobilisations</b>		<b>Solde au début</b>		<b>Addition</b>		<b>Cession / Ajustement</b>		<b>Solde à la fin</b>
<b>COÛT</b>								
Infrastructures								
Eau potable	128	47 306 198	156	1 951 475	183		210	49 257 673
Eaux usées	129	55 512 344	157	3 224 728	184		211	58 737 072
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	57 893 146	158	4 767 538	185		212	62 660 684
Autres	131	10 813 031	159	4 724 345	186	136 066	213	15 401 310
Réseau d'électricité	132		160		187		214	
Bâtiments	133	13 391 156	161	511 141	188		215	13 902 297
Améliorations locatives	134	1 915 058	162		189		216	1 915 058
Véhicules	135	3 151 544	163	365 779	190	60 394	217	3 456 929
Ameublement et équipement de bureau	136	3 534 842	164	232 546	191	20 413	218	3 746 975
Machinerie, outillage et équipement divers	137	3 289 784	165	556 721	192	561 650	219	3 284 855
Terrains	138	4 524 105	166	559 216	193		220	5 083 321
Autres	139		167		194		221	
	140	<u>201 331 208</u>	168	<u>16 893 489</u>	195	<u>778 523</u>	222	<u>217 446 174</u>
Immobilisations en cours	141	<u>7 677 636</u>	169	<u>395 561</u>	196	<u>43 848</u>	223	<u>8 029 349</u>
	142	<u>209 008 844</u>	170	<u>17 289 050</u>	197	<u>822 371</u>	224	<u>225 475 523</u>
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>								
Infrastructures								
Eau potable	143	13 330 353	171	936 334	198		225	14 266 687
Eaux usées	144	24 761 566	172	1 339 949	199		226	26 101 515
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	15 809 895	173	1 575 673	200		227	17 385 568
Autres	146	5 350 918	174	534 202	201	123 406	228	5 761 714
Réseau d'électricité	147		175		202		229	
Bâtiments	148	7 827 907	176	415 752	203		230	8 243 659
Améliorations locatives	149	1 876 265	177	12 445	204		231	1 888 710
Véhicules	150	1 169 470	178	252 321	205	58 999	232	1 362 792
Ameublement et équipement de bureau	151	2 676 846	179	249 289	206	20 413	233	2 905 722
Machinerie, outillage et équipement divers	152	1 257 242	180	380 817	207	196 642	234	1 441 417
Autres	153		181		208		235	
	154	<u>74 060 462</u>	182	<u>5 696 782</u>	209	<u>399 460</u>	236	<u>79 357 784</u>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	155	<u>134 948 382</u>					237	<u>146 117 739</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	238		241		243		245	
Amortissement cumulé	239	( )	242	( )	244	( )	246	( )
Valeur comptable nette	240						247	

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>16. Propriétés destinées à la revente</b>		
Immeubles de la réserve foncière	248	
Immeubles industriels municipaux	249	
Autres	250	2
	251	2
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253	2
<b>Note</b>		
<b>17. Autres actifs non financiers</b>		
Frais payés d'avance		
- Frais payés d'avance	254	496 094
-	255	629 896
-	256	
Autres		
-	257	
-	258	
	259	496 094
		629 896
<b>Note</b>		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**18. Fonds local d'investissement**

2017

2016

**RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	260
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261
Autres revenus	262
	263

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264
Variation de la provision pour moins-value	265
	266
Autres charges	267
	268
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>269</b>

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	270
Placements de portefeuille	271
Débiteurs	272
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273
Provision pour moins-value	274 (                    ) (                    )
	275
	276

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	277
Revenus reportés	278
Dette à long terme	279
	280

<b>Solde du Fonds local d'investissement</b>	<b>281</b>
--	------------

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	282
Supportant les engagements de prêts	283
Supportant les garanties de prêts	284
	285

**Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**19. Fonds local de solidarité**

2017

2016

**RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	<u>289</u>

**Charges**

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	<u>292</u>
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	<u>295</u>

<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>296</b>
---	------------

**SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE****Actifs**

Encaisse	297
Placements de portefeuille	298
Débiteurs	299
Prêts aux entreprises	300
Provision pour moins-value	301 (                    ) (                    )
	<u>302</u>
	<u>303</u>

**Passifs**

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	<u>307</u>

**Solde du Fonds local de solidarité**

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	<u>310</u>

**VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE**

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	<u>313</u>

**Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu**

**Note sur la dette à long terme**

**Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts**

**Note sur les autres revenus et les autres charges**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**20. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats et ententes échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2022, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 5 459 587 \$. Pour pourvoir à ses engagements, la Ville devra prévoir pour les cinq prochains exercices financiers les sommes approximatives suivantes :

2018:	4 057 029 \$
2019:	907 256 \$
2020:	242 387 \$
2021:	148 626 \$
2022:	104 239 \$

La Ville s'est engagée via la Régie d'Assainissement des Eaux du Bassin de La Prairie à verser un montant de 85 288 \$ pour la gérance de l'exploitation des ouvrages des assainissement, un montant de 848 726 \$ pour l'évacuation, le transport et l'élimination des boues, un montant de 7 136 \$ pour l'entretien mécanique de base et spécialisé, un montant de 194 016 \$ pour l'achat de produits chimiques, un montant de 298 \$ pour de l'instrumentation informatique et un montant de 16 790 \$ pour du déneigement. Ces contrats échoient à différentes dates de 2018 à 2021.

La Ville s'est engagée via la Régie Intermunicipale de Police Roussillon liés à la fourniture des uniformes, des contrats d'entretien, de soutien informatique et de location d'équipements pour des montants de 210 098 \$ jusqu'en 2022.

La Ville s'est engagée via Tarso Inc. :

- Après d'un contrat avec un transporteur échéant en décembre 2021, à verser une somme approximative de 920 178 \$ durant cette période.
- Après d'un contrat de gestion des opérations et de gestion de la billetterie échéant le 31 décembre 2018, à verser une somme approximative de 50 389 \$ au cours du prochain exercice.
- Après d'un contrat de location d'un bâtiment échéant le 31 mai 2023, à verser une somme approximative de 36 751 \$ durant cette période.

**21. Éventualités**

**a) Cautionnement et garantie**

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté (MRC) du Roussillon. Au 31 décembre 2017, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 426 476 \$.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Au 31 décembre 2017, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 121 519 \$.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de l'Autorité régionale de transport métropolitain et du Réseau de transport métropolitain. Au 31 décembre 2017, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 233 000 \$ et 2 187 000 \$ respectivement.

**b) Auto-assurance**

3/2

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**c) Poursuites**

Au 31 décembre 2017, il y a une réclamation en dommages contestée par la Ville qui s'élève à environ 7 200 000 \$. La Ville est couverte par une assurance responsabilité qui assumera les honoraires et les frais engagés. De l'avis de la direction, il est impossible de procéder à une estimation et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard. Tout paiement additionnel pouvant résulter du dénouement de cette réclamation sera imputé aux résultats de l'exercice en cours.

**d) Autres**

GRIEFS :

Des avis de griefs alléguant le non respect de la convention collective ont été déposés par le syndicat des policiers de la Régie intermunicipale de police Roussillon pour un montant total indéterminé. De l'avis des administrateurs de la Régie, il est impossible de prévoir le dénouement de ces griefs, aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

**22. Redressement aux exercices antérieurs**

S/O

**23. Données budgétaires**

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par les partenariats, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

**24. Instruments financiers**

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**25 Fonds de roulement**

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixe à 1 707 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectuées sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

**26 Opération de restructuration**

Le 19 mai 2016, l'Assemblée nationale a sanctionné le projet de loi 76 modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal. Ce projet de loi fait en sorte que les Conseils intermunicipaux de transport ont été dissous et remplacés, le 1er juin 2017, par deux nouveaux organismes, à savoir l'Autorité régionale de transport métropolitain et le Réseau de transport métropolitain.

Selon les dispositions du projet de loi 76, les droits, obligations, actifs et passifs qui étaient ceux de l'organisme public de transport au 31 mai 2017 deviennent ceux du Réseau de transport métropolitain.

Les actifs et les passifs transférés se détaillent comme suit :

	§
Actif	
Débiteurs	307 017
Immobilisations	421 473
Autres actifs	2 494
Total de l'actif	<u>1 230 984</u>
	-----
Passif	
Découvert	295 609
Créditeurs et charges à payer	472 646
Revenus reportés	41 258
Total du passif	<u>309 513</u>
Actif net transféré	<u>421 473</u>

**27 Chiffres comparatifs**

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Réalizations 2016		Budget 2017		Réalizations 2017			Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés		
<b>Revenus</b>								
<b>Fonctionnement</b>								
1 Taxes	31 250 559	32 223 577	32 365 710				32 365 710	
2 Compensations tenant lieu de taxes	334 126	343 337	372 653				372 653	
3 Quotes-parts						8 313 471	8 313 471	
4 Transferts	1 041 488	294 309	246 429				290 349	
5 Services rendus	932 677	699 657	750 637				544 479	
6 Imposition de droits	1 925 465	1 580 859	2 008 453				1 827 449	
7 Amendes et pénalités	811 303	713 840	774 900				2 008 453	
8 Revenus de placements de portefeuille							1 596 332	
9 Autres revenus d'intérêts	239 542	191 937	282 027				305 317	
10 Autres revenus	486 041	226 546	161 022				279 235	
11 Effet net des opérations de restructuration								
12	37 021 201	36 274 062	36 961 831			10 897 697	39 836 406	
<b>Investissement</b>								
13 Taxes								
14 Quotes-parts								
15 Transferts	1 995 169		2 268 012				3 999 081	
16 Imposition de droits								
17 Autres revenus	5 296 158		61 158				61 158	
18 Contributions des promoteurs	1 551 993							
19 Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux								
20	8 843 320		2 329 170			1 731 069	4 060 239	
21	45 864 521	36 274 062	39 291 001			12 628 766	43 896 645	
<b>Charges</b>								
22 Administration générale	6 847 915	6 871 949	6 824 054		237 967		7 062 021	
23 Sécurité publique	8 936 044	7 940 558	7 997 870			8 872 496	9 180 882	
24 Transport	6 121 563	7 015 824	6 282 856		2 007 166	1 551 676	10 440 640	
25 Hygiène du milieu	5 334 674	5 468 250	4 844 375		2 169 684	1 469 691	7 551 170	
26 Santé et bien-être								
27 Aménagement, urbanisme et développement	973 231	1 282 265	1 199 004		6 352		1 205 356	
28 Loisirs et culture	5 598 501	5 411 289	5 665 931		583 807		6 249 738	
29 Réseau d'électricité								
30 Frais de financement	725 105	1 087 034	729 391			252 196	981 587	
31 Effet net des opérations de restructuration						421 473	421 473	
32 Amortissement des immobilisations	4 928 916		5 004 976 (		5 004 976 )			
33	39 465 949	35 077 169	38 548 457			12 567 532	43 092 867	
34	6 398 572	1 196 893	742 544			61 234	803 778	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>								

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES  
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Réalizations 2016		Budget 2017		Réalizations 2017		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale		Administration municipale		Organismes contrôlés		
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	6 398 572	1 196 893	742 544	61 234	803 778	
Moins: revenus d'investissement	2	( 8 843 320 )	( 1 731 069 )	( 2 329 170 )	( 1 731 069 )	( 4 060 239 )	
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	( 2 444 748 )	1 196 893	( 1 586 626 )	( 1 669 835 )	( 3 256 461 )	
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
<b>Immobilisations</b>							
Amortissement	4	4 928 916		5 004 976	591 806	5 696 782	
Produit de cession	5	1 014 110			10 405	10 405	
(Gain) perte sur cession	6	(300 212)			(8 967)	(8 967)	
Réduction de valeur / Reclassement	7				421 473	421 473	
	8	5 642 814		5 004 976	1 114 717	6 119 693	
<b>Propriétés destinées à la revente</b>							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur / Reclassement	10						
	11						
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>							
Remboursement ou produit de cession	12						
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	68 354		27 832		27 832	
	15	68 354		27 832		27 832	
<b>Financement</b>							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	7 779					
Remboursement de la dette à long terme	17	( 2 197 898 )	( 2 308 117 )	( 2 785 386 )	( 482 142 )	( 3 267 528 )	
	18	( 2 190 119 )	( 2 308 117 )	( 2 785 386 )	( 482 142 )	( 3 267 528 )	
<b>Affectations</b>							
Activités d'investissement	19	( 297 103 )	( 135 170 )	( 792 069 )	( 52 864 )	( 844 933 )	
Excédent (déficit) accumulé	20	201 674		248 331	7 685	256 016	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	21	1 675 592	1 575 235	1 575 235	1 019 715	2 594 950	
Réserves financières et fonds réservés	22	(499 228)	(328 841)	(715 172)	(65 814)	(780 986)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(79 596)	(79 596)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24						
	25	1 080 935	1 111 224	316 325	829 126	1 145 451	
	26	4 601 984	(1 196 893)	2 563 747	1 461 701	4 025 448	
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27	2 157 236	977 121		(208 134)	768 987	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Réalizations 2016		Réalizations 2017		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
<b>Revenus d'investissement</b>	1	8 843 320	2 329 170	1 731 069	4 060 239
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
<b>Immobilisations</b>					
Acquisition	2	( 593 695 )	( 1 108 654 )	( )	( 1 108 654 )
Administration générale	3	( )	( )	( 315 733 )	( 315 733 )
Sécurité publique	4	( 8 290 925 )	( 8 200 209 )	( 5 258 )	( 8 205 467 )
Transport	5	( 3 711 038 )	( 4 755 882 )	( 762 399 )	( 5 518 281 )
Hygiène du milieu	6	( )	( )	( )	( )
Santé et bien-être	7	( 9 323 )	( 96 448 )	( )	( 96 448 )
Aménagement, urbanisme et développement	8	( 1 056 469 )	( 2 044 467 )	( )	( 2 044 467 )
Loisirs et culture	9	( )	( )	( )	( )
Réseau d'électricité	10	( 13 661 450 )	( 16 205 660 )	( 1 083 390 )	( 17 289 050 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>					
Acquisition	11	( )	( )	( )	( )
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenaires commerciaux</b>					
Émission ou acquisition	12	( 72 960 )	( 72 960 )	( )	( 72 960 )
<b>Financement</b>					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 592 115	6 945 993	( 5 512 )	6 940 481
<b>Affectations</b>					
Activités de fonctionnement	14	297 103	792 069	52 864	844 933
Excédent accumulé	15	( )	109 465	( )	109 465
Excédent de fonctionnement non affecté	16	( )	( )	11 564	11 564
Excédent de fonctionnement affecté	17	180 471	604 882	64 088	668 970
Réserves financières et fonds réservés	18	477 574	1 506 416	128 516	1 634 932
	19	( 11 664 721 )	( 7 826 211 )	( 960 386 )	( 8 786 597 )
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	( 2 821 401 )	( 5 497 041 )	770 683	( 4 726 358 )

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES**  
**SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2017**

	2016		2017		Total consolidé 1
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Organismes contrôlés	
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>					
1 Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	232 441		1 603 273		1 632 131
2 Débiteurs (note 5)	11 055 065	10 467 724	5 241 519		15 176 604
3 Prêts (note 6)					
4 Placements de portefeuille (note 7)	337 488	382 616			382 616
5 Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
6 Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	4 500	42 000			42 000
7 Autres actifs financiers (note 9)					
8	11 629 494	10 892 340	6 844 792		17 233 351
<b>PASSIFS</b>					
9 Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)		846 896			846 896
10 Emprunts temporaires (note 10)		3 637 838	1 351 527		4 989 365
11 Crédoiteurs et charges à payer (note 11)	7 317 010	8 001 807	2 359 876		9 829 044
12 Revenus reportés (note 12)	676 693	628 190	956 146		1 584 336
13 Dette à long terme (note 13)	28 065 634	32 820 537	5 829 169		38 649 706
14 Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)			1 101 472		1 101 472
15	36 059 337	45 935 268	11 598 190		57 000 819
16	(24 429 843)	(35 042 928)	(4 753 398)		(39 767 468)
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)</b>					
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>					
17 Immobilisations (note 15)	121 459 241	132 659 926	13 457 813		146 117 739
18 Propriétés destinées à la revente (note 16)	2				
19 Stocks de fournitures	244 236	236 968	12 527		249 495
20 Autres actifs non financiers (note 17)	211 773	373 987	122 107		496 094
21	121 915 252	133 270 881	13 592 447		146 863 328
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>					
22 Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	2 289 416	1 750 058	200 106		1 950 164
23 Excédent de fonctionnement affecté	1 575 235	1 315 968	856 059		2 200 885
24 Réserves financières et fonds réservés	1 179 294	1 167 969	161 457		1 329 426
25 ( 1 ) ( 1 ) ( 2 193 792 ) ( 2 193 792 )					
26 Financement des investissements en cours	(2 986 230)	(8 487 597)	165 614		(8 321 983)
27 Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	95 427 695	102 481 555	9 649 605		112 131 160
28 Gains (pertes) de réévaluation cumulés					
29	97 485 409	98 227 953	8 839 049		107 095 860

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017	Réalizations 2017	Réalizations 2016
<b>Rémunération</b>	1	8 105 236	8 168 580	14 206 374	13 540 409
<b>Charges sociales</b>	2	2 152 741	2 132 709	3 862 163	3 974 088
<b>Biens et services</b>	3	10 289 915	9 810 904	13 187 692	13 511 160
<b>Frais de financement</b>					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	982 132	679 433	731 700	623 359
D'autres organismes municipaux	5			63 759	12 660
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	104 902	87 458	110 242	91 195
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8		(37 500)	75 886	152 547
<b>Contributions à des organismes</b>					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	13 181 563	12 417 426	4 394 304	4 377 117
Transferts	10				
Autres	11				76 834
Autres organismes					
Transferts	12				
Autres	13	208 825	219 983	251 269	327 447
<b>Amortissement des immobilisations</b>	14		5 004 976	5 696 782	5 462 866
<b>Autres</b>					
- Autres	15	51 855	64 488	512 696	85 677
-	16				
-	17				
	18	35 077 169	38 548 457	43 092 867	42 235 359

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS  
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ  
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 950 164	2 973 237
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 200 885	3 339 659
Réserves financières et fonds réservés	3	1 329 426	1 194 038
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( 2 193 792 )	( 2 469 195 )
Financement des investissements en cours	5	(8 321 983)	(4 716 487)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	112 131 160	105 970 602
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	107 095 860	106 291 854
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS</b>			
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté</b>			
Administration municipale	9	1 750 058	2 289 416
Organismes contrôlés <sup>1</sup>	10	200 106	683 821
	11	1 950 164	2 973 237
<b>Excédent de fonctionnement affecté</b>			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Exercice suivant	12	1 170 981	1 575 235
- Déneigement	13	144 987	144 987
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	1 315 968	1 720 222
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- CIT Roussillon	22		671 329
- TARSO	23		66 757
- Régie de Police / Régie eaux	24	884 917	881 351
	25	884 917	1 619 437
	26	2 200 885	3 339 659
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
- Élections	28		127 500
- Transport en commun	29	640 177	221 001
-	30		
-	31		
	32	640 177	348 501
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
<b>Fonds réservés</b>			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	405 089	586 475
Organismes contrôlés	38	112 126	110 401
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	122 704	99 331
Organismes contrôlés	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés	42	49 330	49 330
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	689 249	845 537
	48	1 329 426	1 194 038

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)****Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

## Avantages sociaux futurs

Déficit initial au 1<sup>er</sup> janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite

49 ( ) ( )

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs

50 ( 75 306 ) ( 86 745 )

Avantages postérieurs au 1<sup>er</sup> janvier 2007

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite

Mesure d'allègement pour la crise financière 2008

51 ( 23 831 ) ( 36 223 )

Autres

52 ( ) ( )

Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs

53 ( 1 104 331 ) ( 1 160 096 )

54 ( 1 203 468 ) ( 1 283 064 )

Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

55 ( ) ( )

Frais d'assainissement des sites contaminés

56 ( ) ( )

Appariement fiscal pour revenus de transfert

57 ( ) ( )

Autres

-

58 ( ) ( )

-

59 ( ) ( )

60 ( 1 203 468 ) ( 1 283 064 )

## Mesures d'allègement fiscal transitoires

Modifications comptables du 1<sup>er</sup> janvier 2000

Salaires et avantages sociaux

61 ( ) ( )

Intérêts sur la dette à long terme

62 ( ) ( )

Mesures relatives à la TVQ

Utilisation du fonds général

63 ( ) ( )

Utilisation du fonds de roulement

64 ( ) ( )

Mesure relative aux frais reportés

65 ( ) ( )

Autres

-

66 ( ) ( )

-

67 ( ) ( )

68 ( ) ( )

## Financement à long terme des activités de fonctionnement

Mesure transitoire relative à la TVQ

69 ( ) ( )

Frais d'émission de la dette à long terme

70 ( ) ( 62 819 )

Dette à long terme liée au FLI et au FLS

71 ( ) ( )

Autres

- Autre financement

72 ( 990 324 ) ( 1 186 130 )

-

73 ( ) ( )

74 ( 990 324 ) ( 1 248 949 )

## Éléments présentés à l'encontre des DCTP

Financement des activités de fonctionnement

75 62 818

Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement

76

Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS

77

Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement

78

Autres

79

80 62 818

81 ( 2 193 792 ) ( 2 469 195 )

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2017**

2017

2016

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)****Financement des investissements en cours**

Financement non utilisé	82	594 597	291 450
Investissements à financer	83 (	8 916 580 ) (	5 007 937 )
	84	(8 321 983)	(4 716 487)

**Investissement net dans les immobilisations et autres actifs**

## Éléments d'actif

Immobilisations	85	146 117 739	134 948 382
Propriétés destinées à la revente	86		2
Prêts	87		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	382 616	337 488
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	146 500 355	135 285 872
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	146 500 355	135 285 872

## Éléments de passif correspondant

Dettes à long terme	93 (	38 649 706 ) (	33 322 703 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	285 159 ) (	216 921 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	3 513 537	2 934 718
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	61 809	1 289 636
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	990 324	
	98 (	34 369 195 ) (	29 315 270 )
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	) (	)
	100 (	34 369 195 ) (	29 315 270 )
	101	112 131 160	105 970 602



**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (274 109)	1 388 743
Charge de l'exercice	4 ( 1 236 971 )	( 1 119 879 )
Cotisations versées par l'employeur	5 1 090 042	528 710
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(421 038)</u>	<u>797 574</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 22 778 938	19 564 823
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 ( 24 412 558 )	( 20 051 930 )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (1 633 620)	(487 107)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 1 212 582	1 284 681
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (421 038)	797 574
Provision pour moins-value	12 ( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(421 038)</u>	<u>797 574</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes en cause	14 1	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 22 778 939	19 564 824
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ( 24 412 558 )	( 20 051 930 )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ( 1 633 619 )	( 487 106 )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 243 110	1 864 482
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 (39 000)	(87 460)
	20 2 204 110	1 777 022
Cotisations salariales des employés	21 ( 1 111 427 )	( 891 630 )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ( 70 000 )	( 30 000 )
	23 1 022 683	855 392
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 136 933	78 057
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 4 500	191 363
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>1 164 116</u>	<u>1 124 812</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 1 190 374	1 006 410
Rendement espéré des actifs	33 ( 1 117 519 )	( 1 011 343 )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 72 855	(4 933)
Charge de l'exercice	35 <u>1 236 971</u>	<u>1 119 879</u>

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 1 702 966	1 454 971
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 ( 1 117 519 )	( 1 011 343 )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 585 447	443 628
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 (86 649)	833 508
Prestations versées au cours de l'exercice	40 760 320	704 025
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 23 816 106	20 234 466
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 546 064	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 37	36
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,30 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,50 %	5,75 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,50 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	1
	53	54

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

Regie intermunicipale de police Roussillon

L'employeur s'engage à verser une prime au syndicat pour tout policier retraite jusqu'à l'âge de 65 ans. Cette prime correspond à 5 % du dernier salaire gagné avant la retraite. L'employeur assume les frais d'assurance-vie de base pour un montant de 25 000 \$ et de l'assurance santé de tout employé cadre retraité au cours de la période pendant laquelle il a droit à la prestation de retraite temporaire (depuis la retraite anticipée jusqu'à la date normale de retraite). Le coût de l'employeur ne devra pas dépasser toutefois celui consenti aux policiers syndiqués.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (590 772)	(1 287 592)
Charge de l'exercice	56 ( 66 489 )	( 458 986 )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 18 827	84 123
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(638 434)</u>	<u>(1 662 455)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ( <u>778 561</u> )	( <u>2 385 489</u> )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 ( <u>778 561</u> )	( <u>2 385 489</u> )
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 <u>140 127</u>	<u>723 034</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (638 434)	(1 662 455)
Provision pour moins-value	64 ( _____ )	( _____ )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(638 434)</u>	<u>(1 662 455)</u>
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ( _____ )	( _____ )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ( _____ )	( _____ )
<b>Charge de l'exercice</b>		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 33 602	32 410
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71 _____	<u>313 855</u>
	72 33 602	346 265
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ( _____ )	( _____ )
	74 33 602	346 265
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75 10 009	36 938
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	79 _____	_____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	2017	2016
Autres		
-	80	
-	81	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82 <u>43 611</u>	<u>383 203</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83 <u>22 878</u>	<u>75 783</u>
Rendement espéré des actifs	84 ( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85 <u>22 878</u>	<u>75 783</u>
Charge de l'exercice	86 <u>66 489</u>	<u>458 986</u>
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88 ( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90 4 766	(202 802)
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95 18	18
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96 3,49 %	2,98 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97 2,98 %	3,53 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98 2,50 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100 10,00 %	6,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 5,00 %	6,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102 2 020	
Autres hypothèses économiques		
-	103	
-	104	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 \_\_\_\_\_

**Description des régimes et autres renseignements**

S/O

	2017	2016
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	106	

**D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 \_\_\_\_\_ 4

**Description des régimes et autres renseignements**

Les employés permanents de la Ville participent à un REER collectif. La Ville verse 0,5 % qui est le même montant que l'employé.

Régie intermunicipale d'incendie de Saint-Constant et Sainte-Catherine

Les employés ayant un statut régulier participent au régime de retraite interentreprises à prestations déterminées. Le taux de cotisation salariale du participant est de 9,25 % qui correspond à 50 % de la cotisation totale. Cette cotisation représente 18,5 % de la masse salariale des participants actifs.

Deux employés participent à un REER individuel où l'employeur et l'employé cotisent respectivement jusqu'à concurrence de 8 % et 13 % du salaire de l'employé.

Les employés pompiers participent à un régime de retraite simplifié où l'employeur et l'employé cotisent chacun 4 % du salaire régulier de l'employé.

	2017	2016
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur	108 120 469	27 365

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)	109	<input checked="" type="checkbox"/>	Oui
	110	<input type="checkbox"/>	Non

	2017	2016
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	111 14	14

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2006 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixes par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	112 <u>14 390</u>	<u>15 883</u>
<b>Charge de l'exercice</b>		
Contributions de l'employeur au RREM	113 48 495	53 546
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114 <u>48 495</u>	<u>53 546</u>
	115	

---

**Note**

---

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS**  
**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2017**

<b>Administration municipale</b>		
Dette à long terme	1	33 051 400
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	8 518 431
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres	5	
-	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	122 704
Débiteurs	8	2 490 413
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	30 834
Autres	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	38 925 880
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés</b>	15	3 297 801
Endettement net à long terme	16	42 223 681
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	17	426 476
Communauté métropolitaine	18	121 519
Autres organismes	19	2 420 000
Endettement total net à long terme	20	45 191 676
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	45 191 676
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	

---

**RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS**

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
<b>TAXES</b>				
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	23 959 298	23 935 165	23 129 724
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	183 393	186 964	180 849
Activités de fonctionnement	3	474 047	483 718	454 610
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8	93 014	104 461	55 417
	9	24 709 752	24 710 308	23 820 600
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	2 194 283	2 315 778	2 135 463
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	1 562 639	1 572 676	1 445 852
Matières résiduelles	13	2 219 394	2 228 963	2 204 067
Autres				
-Autres	14	20 000	22 500	30 000
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	98 880	126 551	110 547
Service de la dette	18	1 418 629	1 388 934	1 504 030
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	7 513 825	7 655 402	7 429 959
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	7 513 825	7 655 402	7 429 959
	26	32 223 577	32 365 710	31 250 559

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>				
<b>GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	329 517	355 356	355 356
	35	329 517	355 356	355 356
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	329 517	355 356	355 356
<b>GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Taxes sur la valeur foncière	45	13 820	17 297	17 297
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47	13 820	17 297	17 297
<b>AUTRES</b>				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	343 337	372 653	372 653
				334 126

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
<b>TRANSFERTS</b>				
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	52			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	53		7 191	6 753
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	64 846	112 854	96 057
Enlèvement de la neige	58	73 611	87 167	75 231
Autres	59	7 023	6 324	7 044
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		256 181	542 657
Transport adapté	61		240 090	115 578
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		28 751	
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	86			
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	89 100	1 812	93 522
Autres	88	59 729	38 272	28 957
<b>Réseau d'électricité</b>	89			
	90	294 309	246 429	778 642
				965 799

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<b>Non audité</b>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>2017</b>	<b>2017</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>				
<b>Administration générale</b>	91			
<b>Sécurité publique</b>				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
<b>Transport</b>				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	381 281	381 281	1 197 978
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98	73 789	73 789	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		8 404	77 249
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107	707 713	707 713	
Traitement des eaux usées	108	682 622	2 405 287	1 611 947
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	125	422 607	422 607	797 191
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
<b>Réseau d'électricité</b>	128			
	129	2 268 012	3 999 081	3 684 365

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>TRANSFERTS (suite)</b>	<b>2017</b>	<b>2017</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137		12 266	2 327
	138		12 266	2 327
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	139	294 309	2 514 441	4 789 989
			4 789 989	4 652 491

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<b>Non audité</b>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
<b>SERVICES RENDUS</b>	<b>2017</b>	<b>2017</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145			167 907
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148			167 907
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156	36 203	26 302	26 302
Traitement des eaux usées	157	11 061	20 097	20 097
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	47 264	46 399	46 399
52 535				
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	47 264	46 399	46 399
220 442				

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<b>Non audité</b>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>				
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	182			
Évaluation	183			
Autre	184	26 000	70 719	72 082
	185	26 000	70 719	72 082
Sécurité publique				
Police	186		117 273	
Sécurité incendie	187		82 445	218 993
Sécurité civile	188			
Autres	189			
	190		199 718	218 993
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191			
Enlèvement de la neige	192			
Autres	193			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194		339 455	753 586
Transport adapté	195		33 735	75 726
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198			
	199		373 190	829 312
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201			
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204	30 000	38 142	38 142
Matières recyclables	205			
Autres	206			
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209		503 904	443 777
	210	30 000	38 142	443 777
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215			
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217		600	4 757
Autres	218			
	219		600	4 757
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	158 193	156 957	147 121
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	24 200	25 455	26 076
Autres	222	414 000	412 365	377 274
	223	596 393	594 777	550 471
Réseau d'électricité	224			
	225	652 393	704 238	2 119 392
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	226	699 657	750 637	2 339 834

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>				
Licences et permis	227	136 890	131 967	148 521
Droits de mutation immobilière	228	1 443 969	1 876 486	1 776 944
Droits sur les carrières et sablières	229			
Autres	230			
	231	1 580 859	2 008 453	1 925 465
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>				
	232	713 840	774 900	1 619 660
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>				
	233			
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>				
	234	191 937	282 027	260 519
<b>AUTRES REVENUS</b>				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235		8 967	300 724
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237			
Contributions des promoteurs	238			5 296 158
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239			
Contributions des organismes municipaux	240			
Autres contributions	241			
Autres	242	226 546	222 180	2 236 771
	243	226 546	340 393	7 833 653
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>				
	244			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2017		Réalizations 2017		Réalisations 2017	Réalisations 2016
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
1	722 940	736 256	1 149	737 405	737 405	753 980
2	1 246 591	1 154 572	2 115	1 156 687	1 156 687	931 308
3	1 950 374	2 188 714	18 755	2 207 469	2 207 469	2 232 265
4	312 617	311 949		311 949	311 949	556 816
5	350 669	350 984		350 984	350 984	297 140
6	2 288 758	2 081 579	215 948	2 297 527	2 297 527	2 382 297
7						
8	6 871 949	6 824 054	237 967	7 062 021	7 062 021	7 153 806
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>						
9	5 095 847	5 117 262		5 117 262	6 300 274	5 361 757
10	2 685 486	2 728 657		2 728 657	2 728 657	3 813 286
11	23 612	7 935		7 935	7 935	10 654
12	135 613	144 016		144 016	144 016	131 332
13	7 940 558	7 997 870		7 997 870	9 180 882	9 317 029
<b>TRANSPORT</b>						
14	944 963	904 545	288 853	1 193 398	1 193 398	948 806
15	1 067 321	1 159 374	32 848	1 192 222	1 192 222	931 639
16	293 218	304 830	117 486	422 316	422 316	382 086
17	198 188	196 786	1 542 365	1 739 151	1 739 151	1 613 188
18	2 355 416	1 772 297		1 772 297	3 922 915	4 721 689
19						
20						
21	2 156 718	1 945 024	25 614	1 970 638	1 970 638	1 680 347
22	7 015 824	6 282 856	2 007 166	8 290 022	10 440 640	10 277 755

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017		Réalizations 2017		Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2017	2016
<b>Non audité</b>							
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 083 030	1 009 383		1 009 383	1 009 383	917 910
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 142 844	944 351	997 330	1 941 681	1 941 681	1 933 836
Traitement des eaux usées	25	936 004	932 580		932 580	1 469 691	1 363 871
Réseaux d'égout	26	672 777	589 863	1 170 778	1 760 641	1 760 641	1 556 105
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	640 344	562 047		562 047	562 047	566 170
Élimination	28	609 350	534 843		534 843	534 843	538 878
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	113 658	53 728		53 728	53 728	83 885
Tri et conditionnement	30	28 680	13 557		13 557	13 557	21 157
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	226 083	178 546		178 546	178 546	208 183
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38						
Autres	39	15 480	25 477	1 576	27 053	27 053	5 636
	40	5 468 250	4 844 375	2 169 684	7 014 059	7 551 170	7 195 631
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44						
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>							
Amenagement, urbanisme et zonage	45	1 037 120	848 793	6 352	855 145	855 145	882 076
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	245 145	350 211		350 211	350 211	131 016
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51						
	52	1 282 265	1 199 004	6 352	1 205 356	1 205 356	1 013 092

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DECEMBRE 2017**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2017		Réalizations 2017		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2017	2016
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	433 098	422 127	152 242	574 369	639 366
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 150 964	1 156 949	86 506	1 243 455	1 149 204
Piscines, plages et ports de plaisance	55	54 068	55 555	29 868	85 423	85 805
Parcs et terrains de jeux	56	1 485 063	1 470 755	284 100	1 754 855	1 654 789
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	468 192	501 320		501 320	395 040
	60	3 591 385	3 606 706	552 716	4 159 422	3 924 204
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	423 702	464 842	1 074	465 916	445 771
Bibliothèques	62	889 230	1 053 503	30 017	1 083 520	1 598 094
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	506 972	540 880		540 880	430 216
	66	1 819 904	2 059 225	31 091	2 090 316	2 474 081
	67	5 411 289	5 665 931	583 807	6 249 738	6 398 285
	68					
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>						
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>						
Dette à long terme						
Intérêts	69	982 132	679 433		679 433	720 833
Autres frais	70	104 902	87 458		87 458	6 381
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		(37 500)		(37 500)	64 550
Autres	72					87 997
	73	1 087 034	729 391		729 391	879 761
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	74					421 473
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>	75		5 004 976	( 5 004 976 )		

## **Section II - Autres renseignements financiers**

## TABLE DES MATIÈRES

	<b>PAGE</b>
<b>Section II - Autres renseignements financiers</b>	
<b>Taux global de taxation réel audité</b>	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	25
Taux global de taxation réel	26
<b>Autres renseignements financiers non audités</b>	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	28
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	28
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	28
Analyse de la dette à long terme consolidée	29
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	30
Analyse de la rémunération non consolidée	31
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	31
Frais de financement non consolidés par activités	32
Rémunération des élus	33
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	34
Questionnaire	35

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

Au trésorier de  
Ville de Saint-Constant,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la Ville de Saint-Constant (ci-après la « municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

**Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel**

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

**Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

**Opinion**

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT  
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

---

**Observations**

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E. N.C.R.L.*

1

---

1 CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850

Granby

DATE 2018-05-08

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS**

Revenus de taxes	1	32 365 710
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____
<b>Ajouter</b>		
Revenus de taxes de l'exercice 2017 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
<b>Déduire</b>		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 011 429
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	126 551
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>	10	<u>29 227 730</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

Évaluation des immeubles imposables au 1 <sup>er</sup> janvier 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	2 936 535 500
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>2 971 866 500</u>
<b>Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b> (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>2 954 201 000</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2017**  
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14    ,     / 100 \$

---

**AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
		<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2017</b>	<b>Réalisations 2016</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	1 931 003	1 931 003	713 195
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3	783 881	1 546 279	7 406 224
Conduites d'égout	4	2 105 709	2 105 709	770 864
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	6 544 187	6 544 187	7 377 049
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	849 074	849 074	37 934
Aires de stationnement	9			13 529
Parcs et terrains de jeux	10	1 970 286	1 970 286	1 012 810
Autres infrastructures	11	136 177	141 720	103 754
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	484 511	497 739	444 338
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives				
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	173 070	365 779	914 294
Ameublement et équipement de bureau	18	185 054	210 307	251 480
Machinerie, outillage et équipement divers	19	483 492	558 374	1 058 055
Terrains	20	559 216	568 593	19 154
Autres	21			
	22	16 205 660	17 289 050	20 122 680

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT  
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	1 931 003	1 931 003	
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25	783 881	1 546 279	5 203 860
Conduites d'égout	26	2 105 709	2 105 709	
Autres infrastructures	27	9 499 724	9 505 267	877 243
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			713 195
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			2 202 364
Conduites d'égout	31			770 864
Autres infrastructures	32			7 667 833
Autres immobilisations	33	1 885 343	2 200 792	2 687 321
	34	16 205 660	17 289 050	20 122 680

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017***Non audité*

		2017	2016
<b>Rémunération</b>	35		
<b>Charges sociales</b>	36		
<b>Biens et services</b>	37	16 205 660	13 661 450
<b>Frais de financement</b>	38		
<b>Autres</b>	39		
	40	16 205 660	13 661 450

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	117 785	4 920		122 705
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	18 036 981	1 552 522	1 097 612	18 491 891
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	12 664 474	5 803 305	1 661 047	16 806 732
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	30 819 240	7 360 747	2 758 659	35 421 328
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	2 720 384	966 889	173 736	3 513 537
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	2 720 384	966 889	173 736	3 513 537
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	2 720 384	966 889	173 736	3 513 537
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	2 720 384	966 889	173 736	3 513 537
	19	33 539 624	8 327 636	2 932 395	38 934 865
Dettes en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dettes à long terme</b>	22	33 539 624	8 327 636	2 932 395	38 934 865

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	<b>Administration municipale</b>		<b>Données consolidées</b>	
	<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>	<b>Réalisations</b>
	<b>2017</b>	<b>2017</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>
<b>Administration générale</b>				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	802 812	799 155	810 195
<b>Sécurité publique</b>				
Police	4	5 052 106	5 052 106	24 111
Sécurité incendie	5	2 685 290	2 728 605	
Sécurité civile	6			
Autres	7			
<b>Transport</b>				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 355 416	1 772 297	2 380 650
Autres	10			
<b>Hygiène du milieu</b>				
Eau et égout	11	936 004	932 580	121
Matières résiduelles	12	1 349 935	1 132 683	1 162 040
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
<b>Santé et bien-être</b>				
Logement social	16			
Autres	17			
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
<b>Loisirs et culture</b>				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
<b>Réseau d'électricité</b>				
	24			
	25	13 181 563	12 417 426	4 377 117

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

	Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>						
Cadres et contremaîtres	1	27,42	48 786,00	2 403 466	599 210	3 002 676
Professionnels	2	1,45	2 785,00	128 704	16 072	144 776
Cols blancs	3	77,61	135 660,00	3 296 591	844 978	4 141 569
Cols bleus	4	33,62	73 216,00	1 975 786	601 089	2 576 875
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
Élus	8	140,10	260 447,00	7 804 547	2 061 349	9 865 896
	9	9,00		364 033	71 360	435 393
	10	149,10		8 168 580	2 132 709	10 301 289

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
	Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			501 061		707 713
Réseau de distribution de l'eau potable	206 652		517 167		682 622
Traitement des eaux usées	165 455				
Réseaux d'égout			593 849		1 124 106
Autres	240 105		1 612 077		2 514 441
	240 105				

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

		2017	2016
<b>Administration générale</b>			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	(12 271)	112
	4	(12 271)	112
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	367 393	300 838
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	367 393	300 838
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	39 206	53 976
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	284 038	318 705
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	51 025	51 474
	26	374 269	424 155
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	729 391	725 105

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

*Non audité*

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
ARSENAULT, MARIO	22 390	11 195
BOUDRIAS, CHANTALE	24 235	12 118
BOYER, JEAN-CLAUDE	98 926	15 976
CAMIRAND, ANDRÉ	23 505	11 752
LAPIERRE, GILLES	22 977	11 488
LEMELIN, DAVID	23 076	11 538
MAHEU, THIERRY	19 700	9 850
PERRON, MARIO	23 261	11 631
SAVIGNAC, LOUISE	19 314	9 657
CAZES, SYLVAIN	2 276	1 138
DI CESARE, JOHANNE	2 276	1 138

**Note**

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ  
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Revenus</b>			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
<b>Charges</b>			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(                    ) (                    ) (                    )	
	15		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales</b>	16		
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(                    ) (                    ) (                    )	
	24		
<b>Affectations</b>			
Activités d'investissement	25	(                    ) (                    ) (                    )	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	33		

**QUESTIONNAIRE  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <b>X</b>	2	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <b>X</b>	4	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <b>X</b>	6	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	7	8 <b>X</b>	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	9	10 <b>X</b>	11
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	12	13 <b>X</b>	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	14	15 <b>X</b>	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	16	1 707 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	17 <b>X</b>	18	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	19	551 783 \$	

**QUESTIONNAIRE (suite)  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20	21 <b>X</b>
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	\$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2° du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 <b>X</b>	25
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	128 782 \$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27	28 <b>X</b>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29	\$
b) autres formes d'aide	30	\$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31	
Facteur comparatif de 2017	32	
Valeur uniformisée	33	

**QUESTIONNAIRE (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**Non audité**

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du <i>Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local (PAERRL)</i> de la part du MTMDET	34	15 864 \$
Total des frais encourus admissibles au PAERRL :		
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)		
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	35	\$
- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver	36	472 698 \$
b) Dépenses d'investissement	37	\$
c) Total des frais encourus admissibles	38	472 698 \$
d) Description des dépenses d'investissement :		
e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :		
Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des <b>routes locales de niveaux 1 et 2</b> :		
a) Numéro de la résolution	39	482-17
b) Date d'adoption de la résolution	40	2017-11-21

**Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018**

## TABLE DES MATIÈRES

	<b>PAGE</b>
<b>Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018</b>	
Revenus de taxes	38
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	39
Calcul de certains revenus de taxes	40
Taux des taxes	42
Taux global de taxation prévisionnel	43
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	44
Questionnaire	46

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
REVENUS DE TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	24 342 560
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	184 256
Activités de fonctionnement	3	475 499
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	100 434
	9	25 102 749

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	2 283 231
Égout	11	1 923 840
Traitement des eaux usées	12	2 247 157
Matières résiduelles	13	
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	120 000
Service de la dette	18	1 491 793
Activités de fonctionnement	19	
Activités d'investissement	20	
	21	8 066 021
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	
Autres	23	
	24	
	25	8 066 021
	26	33 168 770

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

*Non audité***COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**

<b>GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
<b>Immeubles des réseaux</b>		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	346 336
	9	346 336
<b>Autres immeubles</b>		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	346 336
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>		
Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>		
Taxes sur la valeur foncière	19	17 297
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	17 297
<b>AUTRES</b>		
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	363 633

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	2 542 187 100 X 5	0.6981 /100\$ 6				17 747 008
Immeubles de 6 logements ou plus	7	120 963 384 X 8	0.7128 /100\$ 9				862 227
Immeubles non résidentiels	10	245 633 482 X 11	1.8673 /100\$ 12				4 586 714
Immeubles industriels	13	14 559 982 X 14	2.4274 /100\$ 15				353 429
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19	18 970 705 X 20	1.3961 /100\$ 21				264 850
Immeubles agricoles	22	75 681 421 X 23	0.6981 /100\$ 24				528 332
<b>Total</b>			25	26	27	28	29
			24 342 560				24 342 560
<b>Taxes spéciales</b>							
Service de la dette (taux unique)	30	3 017 996.074 X 31	0.0062 /100\$ 32				187 116
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
<b>Total</b>			54	55	56	57	58
			187 116		(2 860)		184 256

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité**

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
<b>Taxes générales</b>							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 3 017 996 074	x 2 0,0160 /100\$	3 482 879				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4	x 5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus	7	x 8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels	10	x 11 /100\$	12				
Immeubles industriels	13	x 14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	x 17 /100\$	18				
Autres	19	x 20 /100\$	21				
Immeubles agricoles	22	x 23 /100\$	24				
<b>Total</b>			25 482 879	26 ( )	27 ( )	28 (7 380)	29 475 499
Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30	x 31	32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	x 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	x 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	x 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	x 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	x 46 /100\$	47				
Autres	48	x 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	x 52 /100\$	53				
<b>Total</b>			54	55 ( )	56 ( )	57 ( )	58
<b>Valeur locale imposable</b>							
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locale</b>	59	x 60 %	61	62 ( )	63 ( )	64 ( )	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
TAUX DES TAXES  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

**Non audité****Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels  
(montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	2   0   7   ,   0   0   \$
Égout	2	,       \$
Eau et égout	3	,       \$
Traitement des eaux usées	4	1   8   0   ,   0   0   \$
Matières résiduelles	5	2   3   8   ,   0   0   \$

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code <sup>1</sup>	Préciser
Consommation d'eau piscine	33,0000	4	
Consommation d'eau - commerc et logement	100,0000	4	
Eau compteur	0,3600	5	Jusqu'à 318m3
Eau compteur	0,9200	5	Excédent de 318 m3

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation  
2 - du mètre carré  
3 - du mètre linéaire  
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres  
6 - % de la valeur locative  
7 - autres (préciser)



**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATEGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
	1	4 641 245	356 661		269 062	889 081	545 133
	2						
	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
	4						
	5						
<b>Taxes d'affaires</b>							
	6						
	7						
	8	4 641 245	356 661		269 062	889 081	545 133

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>Résiduelle</b>		<b>Total</b>
	<b>Résidentielles</b>	<b>Agriculture Résidences</b>	
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>			
Générales	9 18 050 820	250 313	25 002 315
De secteur	10		
Autres	11 100 434		100 434
<b>Taxes sur une autre base</b>			
Taxes, compensations et tarification			
Service de la dette	12 1 491 793		1 491 793
Autres	13 6 454 228		6 454 228
<b>Taxes d'affaires</b>			
Sur la valeur locative	14		
Autres	15		
	16 26 097 275	250 313	33 048 770

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES  
QUESTIONNAIRE  
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <b>X</b>	2	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3	4 <b>X</b>	5
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6	7 <b>X</b>	8
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9	10 <b>X</b>	11
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12	13 <b>X</b>	14
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15	16 <b>X</b>	17
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18	19 <b>X</b>	20
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21	22 <b>X</b>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <b>X</b>	24	
Si oui, indiquer le montant.	25	426 790 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	37 301 090 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	2 627 906 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	865 411 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	1 170 981 \$	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 147 rue Saint-Pierre  
(no) (rue)  
Saint-Constant J5A 2G9  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 638-2010  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 638-4764  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel sbrochu@saint-constant.ca

**TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER**

Nom Stéphane Brochu

Téléphone (450) 638-2010 7542  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 638-4764  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel sbrochu@saint-constant.ca

**AUDITEUR INDÉPENDANT**

Nom Raymond Chabot Grant Thornton

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 160, rue Principale, bureau 301  
(no) (rue)  
Granby J2G 2V6  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 375-4400  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 375-0128  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel trottier.jean-yves@rcgt.com

Responsable du dossier Jean-Yves Trottier, CPA, CA

**VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)**

Nom \_\_\_\_\_

Titre \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_  
(no) (rue)  
\_\_\_\_\_  
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur \_\_\_\_\_  
(ind. rég.) (numéro)

Courriel \_\_\_\_\_

**ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION**

Je , Stéphane Brochu , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Constant pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2018-05-08 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Saint-Constant .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Constant consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Constant détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de 803 778 \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de ,9894 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-05-07 17:40:41

Date de transmission au Ministère : 2018/05/09

# Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2017

*Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.*

Nom : Saint-Constant

---

**Affaires municipales  
et Occupation  
du territoire**

**Québec** 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Réalizations 2016		Budget 2017		Réalizations 2017		Total consolidé <sup>1</sup>
	Administration municipale		Administration municipale		Organismes contrôlés		
<b>Revenus</b>							
Fonctionnement	1	37 021 201	36 274 062	36 961 831	10 897 697	39 836 406	
Investissement	2	8 843 320		2 329 170	1 731 069	4 060 239	
	3	45 864 521	36 274 062	39 291 001	12 628 766	43 896 645	
<b>Charges</b>	4	39 465 949	35 077 169	38 548 457	12 567 532	43 092 867	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	6 398 572	1 196 893	742 544	61 234	803 778	
Moins : revenus d'investissement	6	( 8 843 320 )	( )	( 2 329 170 )	( 1 731 069 )	( 4 060 239 )	
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	( 2 444 748 )	1 196 893	( 1 586 626 )	( 1 669 835 )	( 3 256 461 )	
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>							
Amortissement des immobilisations	8	4 928 916		5 004 976	691 806	5 696 782	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	7 779					
Remboursement de la dette à long terme	10	( 2 197 898 )	( 2 308 117 )	( 2 785 386 )	( 482 142 )	( 3 267 528 )	
Affectations							
Activités d'investissement	11	( 297 103 )	( 135 170 )	( 792 069 )	( 52 864 )	( 844 933 )	
Excédent (déficit) accumulé	12	1 378 038	1 246 394	1 108 394	881 990	1 990 384	
Autres éléments de conciliation	13	782 252		27 832	422 911	450 743	
	14	4 601 984	( 1 196 893 )	2 563 747	1 461 701	4 025 448	
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15	2 157 236		977 121	( 208 134 )	768 987	

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.  
Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE  
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2016	2017	2016
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
<b>Actifs financiers</b>				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	232 441		1 632 131
Débiteurs	2	11 055 065	10 467 724	15 176 604
Placements de portefeuille	3	337 488	382 616	382 616
Autres	4	4 500	42 000	42 000
	5	11 629 494	10 892 340	17 233 351
<b>Passifs</b>				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		846 896	846 896
Dette à long terme	7	28 065 634	32 820 537	38 649 706
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			1 101 472
Autres	9	7 993 703	12 267 835	16 402 745
	10	36 059 337	45 935 268	57 000 819
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	11	(24 429 843)	(35 042 928)	(39 767 468)
<b>Actifs non financiers</b>				
Immobilisations	12	121 459 241	132 659 926	146 117 739
Autres	13	456 011	610 955	745 589
	14	121 915 252	133 270 881	146 863 328
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	2 289 416	1 750 058	1 950 164
Excédent de fonctionnement affecté	16	1 575 235	1 315 968	2 200 885
Réserves financières et fonds réservés	17	1 179 294	1 167 969	1 329 426
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 ( 1 ) (			2 193 792 ) (
Financement des investissements en cours	19	(2 986 230)	(8 487 597)	(8 321 983)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	95 427 695	102 481 555	112 131 160
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			105 970 602
	22	97 485 409	98 227 953	107 095 860
				106 291 854

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES  
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS  
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017	2016
<b>Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale</b>			
- Exercice suivant	23	1 170 981	1 575 235
- Déneigement	24	144 987	144 987
-	25		
-	26		
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	1 315 968	1 720 222
<b>Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés</b>			
	33	884 917	1 619 437
	34	2 200 885	3 339 659
<b>Réserves financières et fonds réservés - Administration municipale</b>			
	35	1 167 969	1 179 294
<b>Réserves financières et fonds réservés - Organismes contrôlés<sup>1</sup></b>			
	36	161 457	14 744
	37	3 530 311	4 533 697

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	38 925 880
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	45 191 676

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE  
AU 31 DÉCEMBRE 2017**

		2017 Total consolidé	2016 Total consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	122 705	117 785
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	16 806 732	12 664 474
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	18 491 891	18 036 981
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises <sup>1</sup>	7	3 513 537	2 720 384
Autres	8		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	38 934 865	33 539 624

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Réalizations 2016	Budget 2017	Réalizations 2017	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
<b>Fonctionnement</b>					
Taxes	11	31 250 559	32 223 577	32 365 710	32 365 710
Compensations tenant lieu de taxes	12	334 126	343 337	372 653	372 653
Quotes-parts	13				290 349
Transferts	14	1 041 488	294 309	246 429	790 908
Services rendus	15	932 677	699 657	750 637	1 827 449
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	2 736 768	2 294 699	2 783 353	3 604 785
Autres	17	725 583	418 483	443 049	584 552
	18	37 021 201	36 274 062	36 961 831	39 836 406
<b>Investissement</b>					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				
Transferts	21	1 995 169		2 268 012	3 999 081
Autres	22	6 848 151		61 158	61 158
	23	8 843 320		2 329 170	4 060 239
	24	45 864 521	36 274 062	39 291 001	43 896 645

Extrait du rapport financier, page S12

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2017		Réalizations 2017		Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	2017	2016
				Total		
1 Administration générale	6 871 949	6 824 054	237 967		7 062 021	7 153 806
2 Sécurité publique						
3 Police	5 095 847	5 117 262			6 300 274	5 361 757
4 Sécurité incendie	2 685 486	2 728 657			2 728 657	3 813 286
5 Autres	159 225	151 951			151 951	141 986
6 Transport						
7 Réseau routier	2 503 690	2 565 535	1 981 552		4 547 087	3 875 719
8 Transport collectif	2 355 416	1 772 297			3 922 915	4 721 689
9 Autres	2 156 718	1 945 024	25 614		1 970 638	1 680 347
10 Hygiène du milieu						
11 Eau et égout	3 834 655	3 476 177	2 168 108		6 181 396	5 771 722
Matières résiduelles	1 618 115	1 342 721			1 342 721	1 418 273
Autres	15 480	25 477	1 576		27 053	5 636
12 Santé et bien-être						
13 Aménagement, urbanisme et développement						
14 Aménagement, urbanisme et zonage	1 037 120	848 793	6 352		855 145	882 076
15 Promotion et développement économique	245 145	350 211			350 211	131 016
16 Autres						
17 Loisirs et culture	5 411 289	5 665 931	583 807		6 249 738	6 398 285
18 Réseau d'électricité						
19 Frais de financement	1 087 034	729 391			729 391	879 761
20 Effet net des opérations de restructuration						
21 Amortissement des immobilisations	35 077 169	33 543 481	5 004 976		421 473	
22						
23						
24						
25						
26						
27						
28						
29						
30						
31						
32						
33						
34						
35						
36						
37						
38						
39						
40						
41						
42						
43						
44						
45						
46						
47						
48						
49						
50						
51						
52						
53						
54						
55						
56						
57						
58						
59						
60						
61						
62						
63						
64						
65						
66						
67						
68						
69						
70						
71						
72						
73						
74						
75						
76						
77						
78						
79						
80						
81						
82						
83						
84						
85						
86						
87						
88						
89						
90						
91						
92						
93						
94						
95						
96						
97						
98						
99						
100						
101						
102						
103						
104						
105						
106						
107						
108						
109						
110						
111						
112						
113						
114						
115						
116						
117						
118						
119						
120						
121						
122						
123						
124						
125						
126						
127						
128						
129						
130						
131						
132						
133						
134						
135						
136						
137						
138						
139						
140						
141						
142						
143						
144						
145						
146						
147						
148						
149						
150						
151						
152						
153						
154						
155						
156						
157						
158						
159						
160						
161						
162						
163						
164						
165						
166						
167						
168						
169						
170						
171						
172						
173						
174						
175						
176						
177						
178						
179						
180						
181						
182						
183						
184						
185						
186						
187						
188						
189						
190						
191						
192						
193						
194						
195						
196						
197						
198						
199						
200						
201						
202						
203						
204						
205						
206						
207						
208						
209						
210						
211						
212						
213						
214						
215						
216						
217						
218						
219						
220						
221						
222						
223						
224						
225						
226						
227						
228						
229						
230						
231						
232						
233						
234						
235						
236						
237						
238						
239						
240						
241						
242						
243						
244						
245						
246						